

Les ministres de l'agriculture du G20 s'entendent sur les grandes lignes d'un plan d'action

A l'issue d'une réunion à Buenos Aires, en Argentine, les 18 et 20 mai, Bruno Le Maire, le ministre français de l'agriculture, a indiqué que les ministres de l'agriculture du G20 se sont accordés sur les grandes lignes d'un plan d'action visant à limiter la volatilité des prix des produits agro-alimentaires et la spéculation financière sur les marchés agricoles. « *Nous sommes tombés d'accord sur les grandes lignes d'un plan d'action* », a indiqué Bruno Le Maire après un entretien avec son homologue argentin Julian Dominguez. La France a précisé qu'il n'était pas question de limiter les prix des produits agricoles, point sur lequel l'Argentine et le Brésil sont intransigeants. « *La France ne souhaite en aucun cas limiter les prix des matières agricoles, si les prix montent tant mieux pour les producteurs, ce que nous voulons combattre, c'est la volatilité excessive des prix et la spéculation financière sur les matières premières* » a indiqué Bruno Le Maire. « *La volatilité des prix des matières premières a pour origine le jeu financier à court terme, qui sans aucun doute a besoin d'une plus grande régulation. Nous sommes d'accord là-dessus* » a déclaré Amado Boudou, le ministre argentin de l'économie. Le plan d'action discuté à Buenos Aires comporterait cinq points. Le premier consiste à favoriser les investissements dans l'agriculture pour « *gagner en autonomie agricole* », le second se base sur la mise en place d'une banque de données internationale pour permettre davantage de transparence des marchés et des stocks. Il s'agit également de créer un forum de réponse rapide pour faire face aux crises et de développer des « *réserves humanitaires d'urgence* » pour les pays les plus vulnérables. Enfin, le plan prévoit d'adopter les « *mêmes outils de régulation financière que tous les autres marchés financiers* ». Bruno Le Maire a indiqué que ce plan d'action pourrait être adopté les 21, 22 et 23 juin à Paris lors d'une réunion des ministres de l'agriculture du G20.

OMC: l'avenir du cycle de Doha reste incertain, une "mini-ministérielle" est prévue à Paris

Le 20 mai, à Big Sky aux Etats-Unis, lors du 16^{ème} Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC), les ministres du commerce du groupe ont exprimé leur « *profonde préoccupation collective à l'égard des difficultés rencontrées par le Cycle de Doha* ». Tout en réitérant leur « *confiance dans la force des institutions et dans la valeur des règles du système commercial multilatéral* », les ministres ont souligné que les « *divergences restent infranchissables dans de nombreux domaines clés* ». L'APEC a par ailleurs déclaré l'importance « *d'éviter les politiques et pratiques qui encouragent la spéculation et contribuent à la volatilité des prix sur les marchés* », en précisant qu'il fallait pour cela proscrire les mesures qui « *empêchent les marchés de jouer leur rôle de fixation des prix, comme les restrictions à l'exportation et le subventionnement de la production* ». Alors que progressent les négociations du Partenariat économique stratégique trans-pacifique (TPP¹), Ron Kirk, le représentant américain au commerce, a estimé que les négociations à l'OMC n'étaient pas « *en bonne forme* ». Suzan Schwab, qui a occupé le même poste dans l'administration américaine, a récemment commenté que les négociations du cycle de Doha étaient « *condamnées* ». « *La pierre d'achoppement à l'heure actuelle concerne les produits industriels et de l'électronique* » a expliqué Karel de Gucht, le commissaire européen au commerce, lors du 9^{ème} sommet européen des affaires, le 19 mai à Bruxelles. « *Il y a un grand fossé entre les pays émergents et ce que les pays développés, en Europe et ailleurs, attendent d'eux (...)* Et il y a aussi un grand fossé entre les Etats-Unis et la Chine » a-t-il déclaré. Le cycle de Doha, et en particulier les possibles compromis pour mettre au point un « *plan B* », sera discuté entre ministres du commerce à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le 26 mai à Paris.

Les Etats-Unis veulent prolonger l'AGOA jusqu'en 2025

Les Etats-Unis souhaitent prolonger la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) jusqu'en 2025 a indiqué Johnnie Carson, le Secrétaire d'Etat assistant pour l'Afrique, le 13 mai à Washington. L'AGOA est une loi promulguée en 2000, et en vigueur jusqu'en 2015, facilitant les relations commerciales entre les Etats-Unis et le continent africain. En 2010, les exportations américaines vers l'Afrique ont atteint 17,1 milliards de dollars US, contre 5,9 milliards en 2000. Les importations des Etats-Unis de produits en provenance d'Afrique s'élevaient à 64,3 milliards de dollars US en 2010, contre 23,4 milliards en 2000. D'après le Département américain pour le commerce, « *les produits pétroliers ont continué à représenter la plus grande partie des importations avec 91% du total* ». « *C'est la pièce maîtresse de notre politique d'investissement et de commerce avec l'Afrique* » a déclaré Mr. Carson.

¹ Traité multilatéral de libre-échange négocié entre les Etats-Unis, Singapour, la Nouvelle-Zélande, le Sultanat du Brunei, le Chili, l'Australie, la Malaisie, le Pérou et le Vietnam. Ces pays sont membres de l'APEC ; le TPP n'est toutefois pas une initiative de l'APEC.

Sources: APEC, Bloomberg, ICTSD, France 24, Le Figaro, Parlement européen, US Department of State.